

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 14–17 novembre 2011

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2011/9-D/3

7 novembre 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – KENYA 106660

**Protection et reconstitution des moyens
de subsistance dans les zones arides et
semi-arides**

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires/ transferts monétaires pour le PAM	288 870 837	73 277 318	362 148 154
Coût total pour le PAM	557 234 115	108 760 385	665 994 500

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

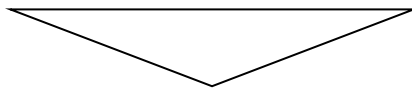
Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter le fonctionnaire du PAM mentionné ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODN*: M. S. Samkange tél.: 066513-2262

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Nairobi (Afrique orientale et centrale)

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 108,8 millions de dollars É.-U. pour l'intervention prolongée de secours et de redressement 106660 "Protection et reconstitution des moyens de subsistance pour les zones arides et semi-arides" (WFP/EB.2/2011/9-D/3).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

NATURE DE L'AUGMENTATION

1. Selon les conclusions de l'évaluation des longues pluies de 2011, 3,75 millions de personnes victimes de la sécheresse ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate. À cet effet, le Gouvernement et le PAM ont décidé de travailler ensemble, en regroupant les ressources dans une filière unique gérée par le PAM. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 106660 appuie les Objectifs stratégiques 1, 2 et 3¹; la présente révision budgétaire propose ce qui suit:
 - augmenter les ressources requises pour venir en aide à 2,5 millions de personnes supplémentaires;
 - augmenter la quantité de produits alimentaires requise de 111 308 tonnes, pour une valeur de 51,3 millions de dollars;
 - augmenter les transferts monétaires de 21,9 millions de dollars; et
 - augmenter les coûts associés de 35,5 millions de dollars.

JUSTIFICATION DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

Résumé des activités en cours

2. La présente intervention appuie la stratégie de protection sociale du Gouvernement et aide les ménages à affronter les épisodes de sécheresse et à s'en relever, en particulier dans les terres arides et semi-arides. Ses trois composantes sont les suivantes:
 - *protection sociale*: le PAM appuie la mise en place de la stratégie nationale visant à combler les déficits vivriers et protéger les groupes vulnérables, ainsi que la prise en charge de la malnutrition aiguë modérée chez les femmes et chez les enfants de moins de 5 ans;
 - *redressement*: le PAM fournit des vivres ou des espèces destinés à la création d'avoirs, afin d'appuyer la création d'avoirs familiaux et communautaires qui renforcent la capacité de résistance et aident les personnes à se relever des situations d'urgence; et
 - *planification préalable*: il s'agit d'assurer la planification des interventions d'urgence et d'apporter rapidement une assistance alimentaire en cas de choc.
3. L'IPSR 106660 a fait l'objet de huit révisions depuis mai 2009, principalement pour donner suite aux recommandations issues des évaluations; les plus conséquentes d'entre elles étaient destinées à faire face à l'insuffisance des précipitations en 2010 et 2011.
4. Après l'évaluation des courtes pluies de 2010, le PAM a augmenté de 800 000 le nombre des bénéficiaires pour la période allant de mars à août 2011; le Gouvernement est venu en aide à 780 000 personnes supplémentaires. Après l'évaluation des longues pluies de 2011 à mi-saison (en mai), le PAM a mis en place un programme de supplémentation alimentaire généralisée visant les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes pour la période allant d'août à décembre.
5. Les activités en cours sont les suivantes (voir tableau 1):

¹ Objectifs stratégiques du PAM: 1 – Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence; 2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; et 3 – Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition.

- des distributions générales de vivres organisées d'octobre 2011 à avril 2012, en faveur de 450 000 bénéficiaires touchés par la sécheresse dans les districts arides et semi-arides;
- des activités Vivres pour la création d'avoires (VCA) en faveur de 200 000 personnes dans les zones arides et de 175 000 personnes dans les districts semi-arides;
- des activités Espèces pour la création d'avoires (ECA) dans les districts semi-arides, en faveur de 420 600 personnes;
- une supplémentation alimentaire dans les districts arides et semi-arides, destinée à 100 000 enfants de moins de 5 ans, femmes enceintes et mères allaitantes souffrant de malnutrition aiguë modérée;
- des rations de protection destinées aux familles des 100 000 personnes recevant une supplémentation alimentaire dans les districts ne bénéficiant pas de distributions générales de vivres, d'activités VCA ou ECA, afin d'éviter le partage des rations distribuées dans le cadre de la supplémentation alimentaire;
- une supplémentation alimentaire généralisée pour jusqu'à 562 000 enfants de moins de 5 ans, femmes enceintes et mères allaitantes dans les six districts les plus touchés par la sécheresse;
- un programme de santé et de nutrition maternelles et infantiles (SNMI) pour 40 000 femmes enceintes vulnérables dans les villes, afin d'améliorer la nutrition durant la grossesse – afin que les enfants reçoivent les micronutriments indispensables dès avant leur naissance; et
- des transferts monétaires en faveur de 25 500 habitants des taudis de Nairobi, qui ne peuvent faire face à leurs besoins alimentaires en raison des prix élevés.

Résultats de l'évaluation des longues pluies de 2011

6. Selon l'évaluation des longues pluies de 2011², environ 3,75 millions de pasteurs, agropasteurs et agriculteurs marginaux ont besoin de toute urgence d'une assistance alimentaire et non alimentaire de septembre 2011 à février 2012, dont 1,4 million vivant dans les zones pastorales du nord et du nord-est (Garissa, Isiolo, Mandera, Marsabit, Turkana et Wajir) sont en phase 4 selon la Classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire (urgence humanitaire)³.
7. Dans ces régions, l'insécurité alimentaire des ménages a augmenté car entre octobre et décembre, le niveau des courtes pluies s'est situé 20 pour cent en dessous de la normale, tandis que les longues pluies entre mars et juin 2011 se sont établies à 10 pour cent au-dessous de la normale; les longues pluies de 2010 ont également été insuffisantes dans les régions pastorales du nord et du nord-est, dans les plaines du sud-est et dans les plaines côtières.

² Groupe directeur sur la sécurité alimentaire au Kenya, septembre 2011.

³ Ménages devant faire face à une instabilité à court terme et à une perte extrême des moyens de subsistance, qui entraîneront vraisemblablement des déficits de consommation alimentaire et de gros déficits de consommation, et partant une malnutrition aiguë très élevée ou une surmortalité.

8. La plupart des eaux de surface se sont asséchées; les puits tubulaires sont surexploités du fait de la présence massive d'animaux. La plus grande partie du bétail est abreuvée un jour sur deux et non plus quotidiennement; les pasteurs dans les zones touchées par la sécheresse perdent leurs bêtes, notamment les ovins et les bovins, car les distances à parcourir pour atteindre un point d'eau sont trop grandes pour des animaux déjà affaiblis. La mortalité du bétail se situait entre 15 et 20 pour cent dans certaines parties de Garissa, Isiolo, Mandera, Marsabit, Moyale, Samburu et Wajir.
9. La malnutrition aiguë globale dépasse largement le seuil critique de 15 pour cent. Les enquêtes nutritionnelles de mai et juin 2011 ont relevé les taux suivants (par district): 28 pour cent (Mandera), 23 pour cent (Marsabit), 20 pour cent (Samburu), 24 pour cent (centre du Turkana), 37 pour cent (nord-est du Turkana), 23 pour cent (est du Wajir), 29 pour cent (sud du Wajir), 33 pour cent (ouest du Wajir) et 28 pour cent (ouest/nord du Wajir).
10. Les prévisions météorologiques indiquent des précipitations accrues à normales dans les régions du sud et du centre, et des précipitations proches de la normale à inférieures à la normale dans le nord-ouest et le Turkana. Si ces prévisions se concrétisent, la sécurité alimentaire et la nutrition devraient s'améliorer dans la plus grande partie du pays entre décembre 2011 et janvier 2012.

Résultats de l'évaluation rapide visant à déterminer la modalité de transfert appropriée

11. L'évaluation des longues pluies de 2011 a mis en évidence des besoins supplémentaires dans dix districts qui reçoivent des transferts monétaires du Gouvernement mais où le PAM n'a pas d'opérations; sept d'entre eux présentent des caractéristiques similaires à celles des zones agricoles marginales ciblées par les activités ECA⁴. Le PAM a entrepris une étude de marché et de faisabilité⁵ afin de déterminer si les marchés pouvaient absorber une hausse de la demande d'aliments de base, et de comparer le rapport coût-efficacité des transferts monétaires à celui des transferts de vivres⁶.
12. L'évaluation rapide a confirmé que, dans les zones agricoles marginales, les coûts de transfert n'étaient pas élevés et que l'offre n'était pas un obstacle. L'intervention sous forme de transferts monétaires aurait lieu au moment où les disponibilités alimentaires étaient les plus grandes: la principale récolte de maïs dans les zones les plus productives se déroule entre novembre et janvier; la récolte fiable qui dépend des courtes pluies dans les zones agricoles marginales se situe entre janvier et mars.

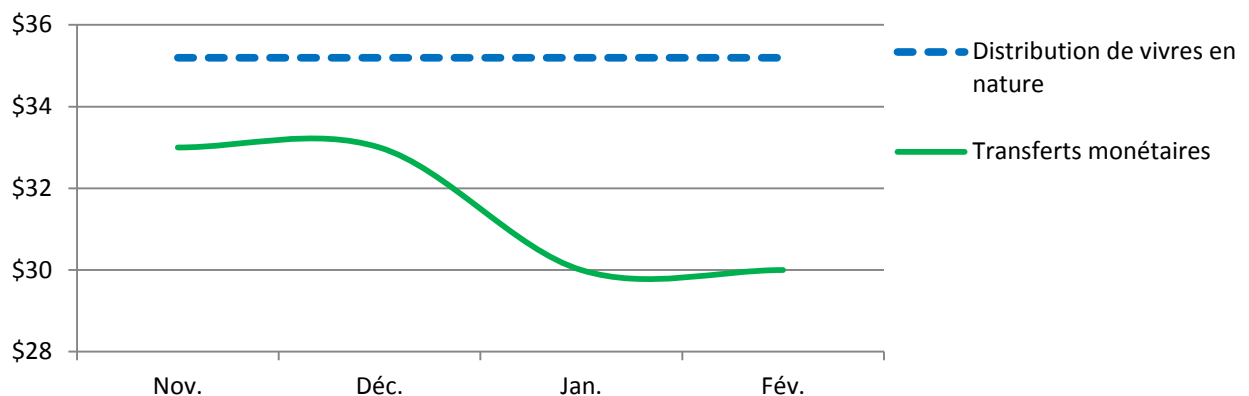
⁴ Conformément à l'utilisation accrue par le Gouvernement des transferts monétaires aux fins de la protection sociale: après une intervention pilote Espèces pour la création d'avoires menée en octobre 2010 pour tester les outils, les directives et les procédures, la modalité a été intégrée aux opérations pour permettre d'accroître l'utilisation des espèces et de l'adapter aux besoins, par exemple dans les interventions d'urgence. Une évaluation réalisée au bout de six mois a fait apparaître qu'il était possible de transposer le modèle à une plus grande échelle, et les Espèces pour la création d'avoires ont été étendues à 420 000 bénéficiaires dans sept districts agricoles marginaux des provinces de l'est et de la côte.

⁵ PAM. 2011. Transferts monétaires non assortis de conditions: considérations opérationnelles pour une mise en œuvre rapide. Nairobi.

⁶ L'intervention étant urgente et ne devant selon toute vraisemblance pas durer plus de six mois, le PAM n'a pas étudié la possibilité d'utiliser les bons – dont la mise en place est plus longue – dans le cadre de la présente révision budgétaire. Le système de transfert d'espèces et de bons par voie électronique (*Bamba Chakula*) du bureau de pays en est encore à la phase d'essai; les bons en papier ne sont pas utilisables dans une intervention liée à la sécurité alimentaire d'une telle échelle. Les transferts monétaires constituaient la seule option axée sur les marchés pratique pour répondre aux nouveaux besoins.

13. L'analyse des prix du maïs entre 2007 et 2011 dans les sept districts montre que les marchés agricoles marginaux, les principaux marchés de Nairobi et Mombasa, et les marchés dans les zones les plus productives sont effectivement intégrés.
14. Il est ressorti de l'évaluation rapide que les ménages pouvaient acheter les rations sur les marchés à un prix inférieur aux coûts engagés par le PAM pour les fournir. Les transferts monétaires devraient coûter 9 pour cent de moins que les transferts de vivres, ce qui permettrait d'économiser 1 million de dollars pendant les quatre mois que doit durer l'intervention (voir la figure 1).

**Figure 1: Rapport coût-efficacité potentiel
des transferts monétaires mensuels**



15. L'évaluation a conclu que les transferts monétaires constitueraient une modalité appropriée et pratique. Étant donné que la création d'avoires nécessite 6 à 12 mois d'assistance sous la forme de transferts en espèces ou en vivres, et que l'intervention prévue dans les nouveaux districts ne doit durer que quatre mois, de novembre 2011 à février 2012, les transferts monétaires non assortis de conditions se sont révélés être la meilleure solution (voir l'annexe III).

Objet de l'augmentation budgétaire

16. Le PAM transposera les activités à plus grande échelle pour faire face aux besoins en produits alimentaires des 3,75 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire recensés lors de l'évaluation des longues pluies de 2011. Les interventions nutritionnelles visant 827 500 personnes se poursuivront. Compte tenu des chevauchements, ce sont 4,2 millions de personnes au total qui bénéficieront d'une assistance (voir le tableau 1).

TABLEAU 1. BÉNÉFICIAIRES PAR TYPE D'ACTIVITÉ

Activité	Bénéficiaires actuels			Augmentation/diminution			Plan révisé de l'IPSR			
	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total	
Distributions générales de vivres	207 000	243 000	450 000	722 500	848 100	1 570 600	929 500	1 091 100	2 020 600	
VCA	Zones arides	92 000	108 000	200 000	32 660	38 340	71 000	124 660	146 340	271 000
	Zones semi-arides	80 500	94 500	175 000	73 550	86 340	159 890	154 050	180 840	334 890
ECA - zones semi-arides	194 500	226 100	420 600	26 000	30 510	56 510	220 500	256 610	477 110	
Transferts monétaires non assortis de conditions	–	–	–	297 700	349 500	647 200	297 700	349 500	647 200	
Total partiel 1: activités dont le nombre de bénéficiaires augmente	574 000	671 600	1 245 600	1 152 410	1 352 790	2 505 200	1 726 410	2 024 390	3 750 800	
Supplémentation alimentaire individuelle	35 700	64 300	100 000	–	–	–	35 700	64 300	100 000	
Supplémentation alimentaire de protection	36 760	63 240	100 000	–	–	–	36 760	63 240	100 000	
Supplémentation alimentaire généralisée	223 753	338 247	562 000	–	–	–	223 753	338 247	562 000	
SNMI	0	40 000	40 000	–	–	–	–	40 000	40 000	
Transferts monétaires	11 780	13 720	25 500	–	–	–	11 780	13 720	25 500	
Total partiel 2: activités dont le nombre de bénéficiaires ne change pas	307 993	519 507	827 500	–	–	–	307 993	519 507	827 500	
Total	881 993	1 191 107	2 073 100	1 152 410	1 352 790	2 505 200	2 034 400	2 543 900	4 578 300	
Total (double prise en compte exclue)*	734 417	957 684	1 692 100	1 152 410	1 352 790	2 505 200	1 886 825	2 310 475	4 197 300	

* 80 pour cent des bénéficiaires de la supplémentation alimentaire sont exclus car ils sont couverts par les distributions générales de vivres et les activités VCA; 50 pour cent des bénéficiaires de la supplémentation alimentaire généralisée en principe couverts par les distributions générales de vivres et les activités VCA sont eux aussi exclus.

Modalités d'exécution

17. Le ciblage géographique a été établi compte tenu de l'évaluation des longues pluies de 2011. Les ménages victimes de la sécheresse sont ciblés par le biais des comités communautaires chargés des activités de secours, la priorité⁷ étant accordée aux ménages comptant dans leurs rangs des enfants, des femmes enceintes, des mères allaitantes, des orphelins et des personnes âgées souffrant de malnutrition, ainsi qu'aux personnes ayant perdu des avoirs à cause de la sécheresse.
18. Le PAM et le Gouvernement, par l'intermédiaire du Ministère d'État chargé des programmes spéciaux, s'employaient déjà à répondre aux besoins alimentaires des personnes touchées par l'insuffisance des courtes pluies de 2010, mais à l'issue de l'évaluation des longues pluies, en août 2011, ils ont décidé de coopérer dans le domaine de l'assistance alimentaire en regroupant les ressources dans une filière unique. Le Gouvernement apportera un soutien à IPSR 106660 sous forme de dons de vivres, et le PAM mobilisera les ressources nécessaires pour couvrir les coûts associés et il se chargera de toutes les questions opérationnelles.
19. Là où le PAM est déjà à l'œuvre, les partenaires existants et les modalités d'exécution en place seront utilisés pour transposer les mesures à plus grande échelle. Les partenaires coopérants du PAM sont choisis en fonction des critères suivants: i) expérience en matière d'assistance alimentaire, y compris les activités VCA; ii) capacités institutionnelles et ressources complémentaires pour les activités VCA; iii) présence et connaissance locales; et iv) adhésion aux normes de base pour les interventions humanitaires.
20. Dans les sept districts jusque-là pris en charge uniquement par le Gouvernement, où une étude de marché a révélé des niveaux acceptables d'intégration avec les marchés nationaux, le PAM mettra en place des transferts monétaires non assortis de conditions à compter de novembre 2011, conformément aux procédures et accords établis pour les activités ECA. Selon un accord conclu avec une banque locale, un compte est ouvert pour chaque ménage, sur lequel le PAM transfère chaque mois directement une somme équivalant à la valeur à la vente de la ration alimentaire du ménage.
21. Les problèmes constatés s'agissant des mécanismes de transfert monétaire lors de l'évaluation du projet pilote ECA⁸ avaient trait à la taille des succursales en milieu rural et à la clientèle desservie, mais au cours de l'année qui vient de s'écouler, la banque a élargi son réseau de 300 à 2 800 agents dans tout le pays, en particulier dans les zones où le PAM est à l'œuvre. Celui-ci est en train d'affecter la banque avec du personnel supplémentaire sur le terrain afin de cibler et d'inscrire les bénéficiaires. Les trois autres districts précédemment pris en charge par le Gouvernement bénéficieront de distributions générales de vivres.
22. Outre le suivi ordinaire, un système de suivi de la remise des espèces et des marchés a été établi. Les prix sur les marchés primaires sont relevés le jour qui suit chaque transfert mensuel et comparés à ceux en vigueur sur les principaux marchés avoisinants, afin de recenser les hausses susceptibles d'être causées par ces transferts; le programme sera modifié en conséquence. Les distances parcourues, les coûts d'opportunité, les niveaux de satisfaction et les questions liées à la remise des espèces sont pris en compte dans le système de suivi mensuel.

⁷ Les critères sont fixés par les communautés, dans le cadre des comités de secours; les personnes souffrant de malnutrition sont prioritaires.

⁸ Par exemple, les longues files d'attente dans les banques, les établissements bancaires sont à court de liquidités et les ménages devant faire plus de 20 kilomètres pour se rendre à la banque la plus proche.

Risques

23. Parmi les risques contextuels figure la possibilité qu'une sécheresse prolongée se produise dans les régions du nord-ouest si les courtes pluies sont insuffisantes en octobre. Une autre mauvaise saison risquerait d'affaiblir la capacité de résistance de la population, en particulier dans le Turkana, et d'aggraver l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Les prévisions météorologiques, les évaluations et les appels permettront d'intervenir rapidement en cas de détérioration de la situation. Les plans d'urgence concernant les interventions alimentaires et non alimentaires sont établis au moyen des systèmes d'alerte rapide.
24. Le principal risque programmatique lié à la transposition rapide à plus grande échelle des opérations est la disponibilité de vivres et d'espèces en quantité suffisante. Le PAM et ses partenaires informeront les donateurs des besoins correspondants et, si nécessaire, le PAM utilisera ses mécanismes de préfinancement. En cas d'insuffisance des contributions en espèces ou de hausse des prix des aliments de base, le PAM pourra recourir aux transferts de vivres, à condition que des contributions soient disponibles en quantité suffisante. Les transferts monétaires risquant de réduire la maîtrise qu'ont les femmes sur l'alimentation des ménages, le PAM favorisera le plaidoyer et la sensibilisation au niveau local. Parmi les risques programmatiques figure aussi le contrôle de qualité des aliments, l'aflatoxine risquant d'avoir une incidence sur le maïs: les achats seront surveillés.
25. Les risques institutionnels liés aux transferts monétaires sont notamment la stabilité financière des banques locales et les liquidités des agents. Étant donné qu'il est possible que des erreurs de comptabilité soient commises par les organisations non gouvernementales (ONG), le PAM a récemment entrepris une évaluation des risques liés à la comptabilité, à la vérification des comptes et aux contrôles internes des fournisseurs et des partenaires.

BESOINS

	Distributions générales de vivres et activités VCA dans les zones arides	Activités VCA dans les zones semi-arides	Activités VCA/transferts monétaires non assortis de conditions*
Céréales	345	230	–
Légumes secs	60	40	–
Huile végétale	20	13	–
Mélange maïs-soja	40	–	–
Sel iodé	5	5	–
Transferts monétaires (dollars/personne/jour)	–	–	0,20
TOTAL	470	288	0,20
Total kcal/personne/jour	1 749	1 056	–
% kcal d'origine protéique	12,3	11,8	–
% kcal d'origine lipidique	19,0	19,4	–
Nombre de jours d'alimentation (oct. 2011– fév. 2012)	150	150	120

* La valeur du transfert est de 36 dollars par mois et par ménage, de novembre 2011 à décembre 2012.

TABLEAU 3: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ESPÈCES			
Activité	Montant actuel	Augmentation	Montant total révisé
Distributions générales de vivres	390 117	95 459	485 576
Activités VCA	103 909	15 849	119 758
Supplémentation alimentaire, ration individuelle	22 229	–	22 229
Supplémentation alimentaire, ration de protection	–	–	36 589
Supplémentation alimentaire généralisée	21 519	–	21 519
SNMI	–	–	13 826
Transferts monétaires*	4 333	–	4 333
Repas scolaires d'urgence**	–	–	16 605
Total (en tonnes)	609 127	111 308	720 435
ECA	6 581 374	6 403 440	12 984 814
Transferts monétaires non assortis de conditions	–	15 532 800	15 532 800
Total (en dollars)	6 581 374	21 936 240	28 517 614

* Le document de l'IPSR initiale prévoyait des transferts monétaires d'un montant de 2,5 millions de dollars pour 4 333 tonnes de vivres, calculé en équivalent tonnes.

** Cette activité est terminée.

ANNEXE IA

VENTILATION DES COÛTS DE LA RÉVISION BUDGÉTAIRE			
Produits alimentaires¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	83 129	30 985 423	
Légumes secs	14 457	8 008 861	
Huiles et matières grasses	4 819	6 803 847	
Aliments composés et mélanges	7 569	5 491 007	
Autres	1 334	51 939	
Total, produits alimentaires	111 308	51 341 078	
Transferts monétaires		21 936 240	
Total partiel, produits alimentaires et transferts monétaires			73 277 318
Transport extérieur			4 122 433
Transport terrestre, entreposage et manutention			21 401 406
Autres coûts opérationnels directs			2 384 141
Coûts d'appui directs ² (voir Annexe I-B)			459 923
Total des coûts directs pour le PAM			101 645 220
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			7 115 165
COÛT TOTAL POUR LE PAM			108 760 385

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année .

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet .

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (<i>en dollars</i>)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Personnel local – administrateurs recrutés sur le plan national	305 115
Voyages officiels du personnel	144 004
Total partiel	449 119
Dépenses de matériel et autres coûts	
Matériel de communications	10 804
Total partiel	10 804
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	459 923

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses et risques
Objectif stratégique 1 – Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence		
Effet direct 1.1 Réduction de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 3 ans recevant une supplémentation alimentaire généralisée, chez les enfants de moins de 5 ans recevant une supplémentation alimentaire ciblée et chez les femmes enceintes et les mères allaitantes dans les populations ciblées en situation d'urgence	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition aiguë inférieure à 15% chez les enfants de moins de 3 ans et de moins de 5 ans dans les zones d'intervention du PAM ➤ Taux de récupération par la supplémentation alimentaire ciblée > 75%; taux de mortalité < 3%; taux de non-observance < 15%; couverture > 80% ➤ Couverture de la supplémentation alimentaire généralisée > 90% ➤ Nombre de bénéficiaires de la supplémentation alimentaire généralisée recevant des services complémentaires 	Hypothèse: Les responsables gouvernementaux maintiennent la cohésion des programmes de redressement et fournissent des intrants complémentaires Risques: Les catastrophes naturelles réduisent la capacité de résistance aux chocs La migration des communautés pastorales a un impact sur les taux de récupération dans le cadre de la supplémentation alimentaire Le dépistage nutritionnel effectué par les partenaires est inefficace La couverture assurée par les établissements sanitaires est insuffisante
Produit 1.1.1 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre effectif de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et des articles non alimentaires, par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus ➤ Volume de vivres distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions prévues ➤ Montant total des espèces distribuées, en dollars 	Hypothèse: Le financement, adéquat et opportun, permet d'éviter toute rupture d'approvisionnement Risques: La couverture assurée par les établissements sanitaires est insuffisante Les produits alimentaires ne sont pas dûment stockés au niveau des installations sanitaires
Effet direct 1.2 Amélioration de la sécurité alimentaire des populations ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice des stratégies de survie (cible à confirmer)¹ ➤ Score de consommation alimentaire des ménages > 60% 	
Produit 1.2.1 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre effectif de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et des articles non alimentaires, par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus ➤ Nombre de bénéficiaires ayant reçu les transferts monétaires en temps voulu, en pourcentage des chiffres prévus, par sexe 	Hypothèse: Le financement, adéquat et opportun, permet d'éviter toute rupture de l'approvisionnement Risque: Le manque de liquidités au niveau des agents provoque des retards dans les transferts monétaires

¹ Les méthodes ont été révisées; le nouveau seuil doit être fixé d'ici à novembre 2011.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

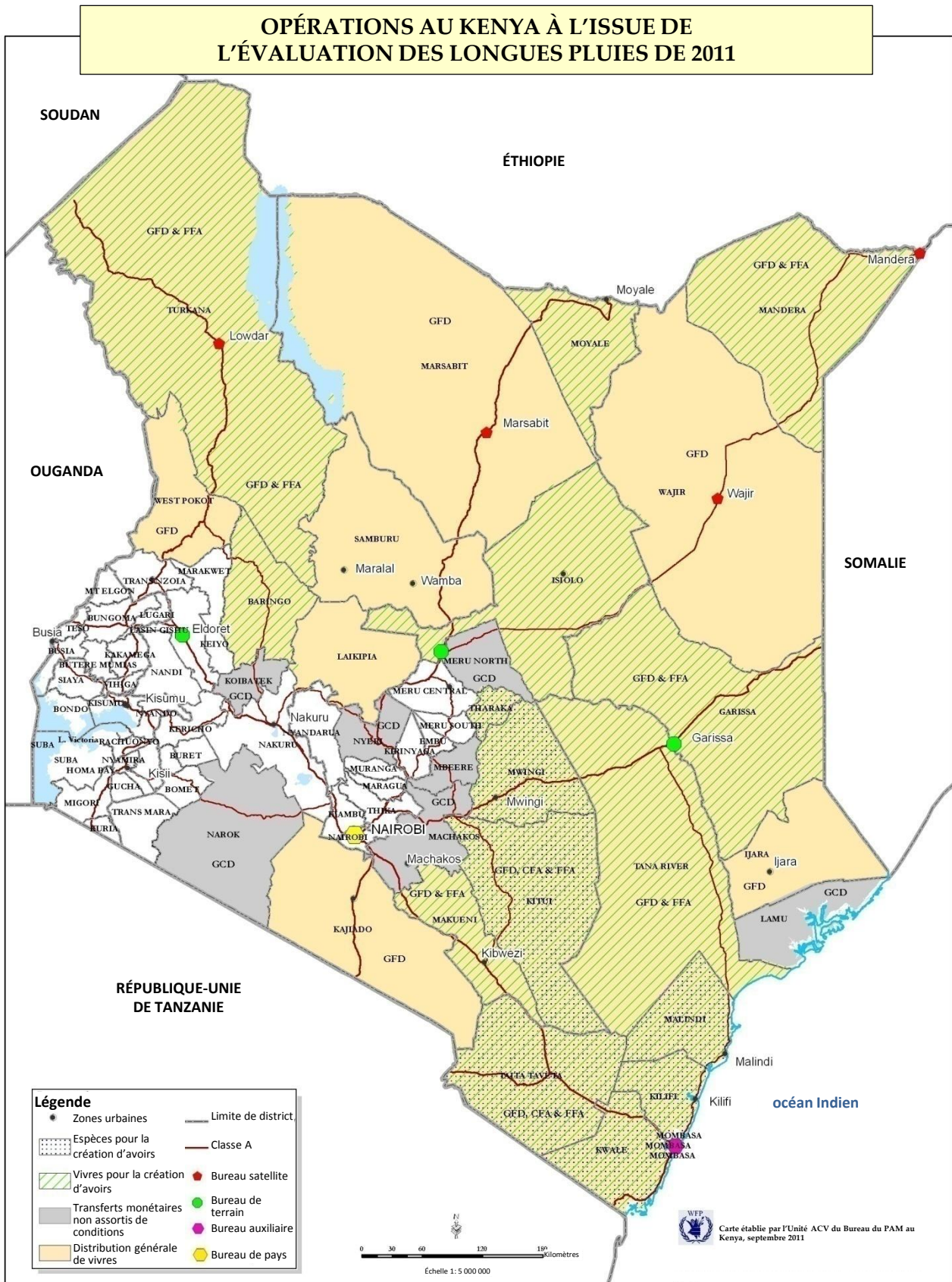
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses et risques
Objectif stratégique 2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets		
Effet direct 2.1 Mise en place et consolidation de systèmes d'alerte rapide, de plans d'intervention d'urgence et de systèmes de suivi de la sécurité alimentaire, avec l'appui du PAM en matière de renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de préparation aux catastrophes > 6 	Hypothèses: La participation du Gouvernement et des communautés aux activités de formation est adéquate; les partenaires apportent leur soutien Risque: La rotation des effectifs est élevée chez les partenaires, en particulier les ONG
Produit 2.1.1 Mesures d'atténuation des effets des catastrophes mises en place, avec l'appui du PAM en matière de renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Systèmes de réduction des risques, de préparation aux catastrophes et d'atténuation de leurs effets mis en place, par type: systèmes d'alerte rapide et plans d'intervention d'urgence 	
Effet direct 2.2 Réduction des risques de catastrophe au niveau communautaire dans les communautés ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score des communautés en termes d'avoirs > 50% ➤ Score des ménages en termes d'avoirs > 50% 	Hypothèse: D'autres programmes de protection sociale sont coordonnés dans le cadre du plan directeur du Gouvernement
Produit 2.2.1 Avoirs visant à atténuer les effets des catastrophes créés ou remis en état par les communautés ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Avoirs destinés à réduire les risques et à atténuer les effets des catastrophes créés ou remis en état, par type et unité de mesure: nombre d'hectares protégés ou mis en valeur, nombre d'arbres plantés, digues construites, etc. ➤ Nombre effectif de bénéficiaires, en pourcentage des chiffres prévus ➤ Volume de vivres distribués, en pourcentage des distributions prévues 	Hypothèse: Le financement, adéquat et opportun, permet d'éviter toute rupture d'approvisionnement
Objectif stratégique 3 – Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition		
Effet direct 3.1 Adéquation de la consommation des ménages ciblés durant la période couverte par l'assistance	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation des ménages > 60% ➤ Indice des stratégies de survie (cible: 0,2) 	Hypothèse: Les projets de créations d'avoirs dépendent des apports techniques des partenaires (ONG et Gouvernement) Risque: La sécheresse prolongée réduit les capacités des participants de travailler sur les avoirs



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses et risques
Effet direct 3.2 Stabilisation de la scolarisation des filles et des garçons dans les écoles aidées aux niveaux d'avant la crise	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de rétention visé atteint dans 80% des écoles sondées 	Hypothèse: Les infrastructures scolaires sont appropriées pour accueillir les enfants et mettre en œuvre le programme
Produit 3.2.1 Couverture de l'alimentation scolaire conforme au programme de travail	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'écoles bénéficiant de l'assistance du PAM ➤ Volume de vivres distribués, en pourcentage des distributions prévues 	
Effet direct 3.3 Réduction de la malnutrition aiguë dans les groupes d'enfants et d'adultes ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (rapport poids/taille, en pourcentage) ➤ Prévalence d'un périmètre brachial insuffisant chez les enfants de moins de 5 ans ➤ Prévalence d'un périmètre brachial insuffisant chez les femmes ciblées 	Hypothèses: L'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux soins de santé est assuré Les aliments enrichis sont correctement utilisés au niveau des ménages Risque: Le soutien apporté par les partenaires dans le domaine de la nutrition est inefficace et insuffisant
Effet direct 3.4 Réduction du retard de croissance chez les enfants et les adultes ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 2 ans (rapport taille/âge, en pourcentage) 	Hypothèses: L'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux soins de santé est assuré Les aliments enrichis sont correctement utilisés au niveau des ménages Risque: Le soutien apporté par les partenaires dans le domaine de la nutrition est inefficace et insuffisant
Produit 3.3.1 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et des articles non alimentaires, par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus ➤ Volume de vivres distribués, par type, en pourcentage des distributions prévues 	Hypothèse: Le financement, adéquat et opportun, permet d'éviter toute rupture d'approvisionnement

ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
ECA	Espèces pour la création d'avois
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ONG	organisation non gouvernementale
SNMI	santé et nutrition maternelles et infantiles
VCA	Vivres pour la création d'avois